

Mme le maire, cher.e.s collègues,

Comme je l'ai dit en commission des finances, je trouve que ce budget primitif n'est vraiment pas à la hauteur des enjeux que nous traversons.

L'objectif du gouvernement et son ministre de la transition écologique est ambitieux : sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, doubler le rythme de déploiement du photovoltaïque, du biogaz et des réseaux de chaleur d'ici 2030 et quadrupler le rythme de déploiement de la géothermie.

Le compte n'y est pas !

C'est pourtant une nécessité, qui, certes, n'est pas si simple, mais il nous faut dépasser les difficultés. Il faut aussi comprendre que la transition écologique est synonyme de dynamisme des territoires. C'est une formidable opportunité économique avec des créations d'emploi non délocalisables et des revenus substantiels pour la commune et ses citoyens.

Nous avons les clés pour agir, même et peut-être d'abord sur les petites communes comme la nôtre, car l'adaptation est extrêmement locale.

Si nous ne voulons pas que cela empire, il est clair qu'il faut suivre, au minimum, et dépasser si on peut, les préconisations du gouvernement et de l'Europe. Et cela commence au niveau le plus local.

Et encore une fois je ne suis pas catastrophiste, je suis simplement catastrophé.

Comme vous le savez, nous nous sommes inscrits dans le réseau des « élus pour agir » à l'initiative de l'ADEME et du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Nous sommes plus de 2200 élus inscrits et je vous invite à faire de même.

L'ADEME met à notre disposition plus de 4000 dossiers et fiches de toutes les aides, des démarches, des accompagnements. Il y a des plateformes pour discuter tant au niveau régional que national. C'est même le titre du dernier webinaire des Élus pour agir en Nouvelle-Aquitaine : « Les élus passent à l'action »

Et nous que faisons-nous à Mazères-Lezons ?

Me le maire nous dit que nous avançons à « petit pas » avec une planification qui date de plusieurs années.

À l'heure actuelle, avancer à petits pas, c'est reculer !

Vous parlez d'économie, mais votre vision est courttermiste, le réchauffement climatique va nous coûter beaucoup plus cher. Son coût est estimé à 264 milliards d'euros pour la France (ADEME), cela dépasse largement le montant des investissements nécessaires pour décarboner l'économie française.

Nous le voyons au quotidien, dans toutes les régions de France, avec les phénomènes climatiques de plus en plus fréquents et violents. Les sécheresses et les jours de canicules vont se généraliser en été. La France se réchauffe 50 % de plus que le reste du monde et le

piémont pyrénéen 50 % de plus que le reste du territoire. Ce constat se vérifie déjà à l'échelle communale : adaptabilité face aux aléas climatiques, augmentation du coût des énergies, des primes d'assurances, augmentation des coûts de l'alimentation...

Le plan gouvernemental prévoit une hausse des températures de 4°, les scientifiques sont plus vers les 4,7°, soit plus de 5° chez nous, et ce, si nous tenons nos engagements pour 2030 et 2050. 2030, c'est demain !

4 à 5° c'est bien loin des 1,5° de l'accord de Paris. Chaque année les rapports du GIEC nous disent que tout n'est pas perdu, et force est de constater que nous sommes toujours sur les scénarios les plus pessimistes ! En 2022, le GIEC nous mettait en garde sur le scénario SSP4 d'un réchauffement de 4 à 5° en précisant je cite « que c'est le scénario des inégalités exacerbées entre une société très connectée au niveau international qui contribue à un fort développement économique adossé à toutes les sources d'énergie, et des sociétés à faibles revenus, peu éduquées et cantonnées à des activités à faible valeur ajoutée. La fracture s'exacerbe et les conflits et troubles deviennent fréquents ». En 2024, c'est ce scénario qui est retenu par notre gouvernement dans sa loi pour la transition, scénario réaliste qui pourtant ne prend pas le chemin du réalisable.

4 à 5° en 2100 de réchauffement c'est aussi plus de 1 m de hausse du niveau des océans, 90 jours de canicule par an dans le sud de la France.

Gouverner c'est prévoir, qu'avons-nous prévu dans ce budget primitif pour tenir ces engagements ? Rien ou si peu !

Nous pourrions pourtant :

- Créer une vraie commission sur la transition écologique, basée sur des échanges constructifs, des débats éclairés ouverts à tous les élu.es pour étudier et mettre en place les solutions géothermiques, photovoltaïques communales et citoyennes
- S'inscrire (gratuitement) sur le programme « Territoire engagé » de l'ADEME afin de bénéficier des connaissances, de l'accompagnement et du réseau de cet organisme.

Au sein de cette commission, des actions pourraient être budgétisées :

- Communication et information auprès des citoyen.nes sur ces enjeux
- Végétalisation des espaces publics
- Favoriser les circuits courts à travers l'aide au développement de projets de maraîchage et autres productions locales
- Favoriser les mobilités douces à travers le développement de solutions intercommunales (réseau cyclable continu et sécurisé, abri-stop pour covoiturage...)

Faire la transition écologique, c'est aussi plus de justice sociale, car le réchauffement accroît les inégalités. C'est montrer le dynamisme de notre commune, c'est accroître nos revenus et s'émanciper des flux du prix de l'énergie. C'est des emplois non délocalisables, c'est de la solidarité et du lien social, c'est une vie plus saine pour nos administrés, pour nos enfants, et enfin c'est de l'attractivité pour ceux qui veulent nous rejoindre.

Je ne pourrais donc pas voter ce budget où il y a un déni des enjeux qui sont cruciaux pour les mazéroises et mazérois, maintenant et pour les prochaines générations.

Et je demande à mes cher.e.s collègues de faire de même.

Je suis à votre disposition pour vous proposer de vous aider à la mise en place de cet accompagnement vers la transition, qui encore une fois ne peut plus attendre.

Philippe Glorieux

Sources : https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2023-dt_cout-inaction-climatique_20_avril.pdf
<https://www.lafinancepourtous.com/2023/12/26/a-combien-seleve-le-cout-des-risques-climatiques-pour-leconomie-francaise/>